

SAVOIR PARTIR

Il y a deux ans Bruxelles accordait, sans combat, l'indépendance au Congo.

Il advint ce que l'on sait et qui dure encore. La presse étrangère qui avait pressé la Belgique de décoloniser se livra alors contre elle à de violentes attaques, l'accusant d'avoir « livré le Congo à lui-même » sans l'avoir préparé à l'indépendance.

Cette même presse s'apprête à faire le même procès à la France et déjà de sérieux journaux britanniques les mêmes, qui, pendant sept ans, nous critiquèrent acerbement de ne pas libérer l'Algérie, effrayés par le chaos qui la menace, en mettent la responsabilité à notre charge.

Leur sagesse apparente couvre en réalité une ignorance totale d'un problème dont ils ont cru les solutions plus faciles qu'elles n'apparaissent.

Ils constatent qu'en Algérie, à travers des péripéties qui n'ont surpris que ceux qui avaient la vue courte, s'installe un régime totalitaire à la mode nassérienne. Les récentes déclarations de Ben Bella, disciple du Caire, annoncent la constitution d'une République autoritaire, autarcique avec tendances aux nationalisations et aux contrôles douanier et économique.

L'ÉTRANGER s'en inquiète comme s'en inquiètent ceux, en France, qui ont cru à une coopération dont les conditions s'éloignent de jour en jour.

Nos appréhensions étaient justifiées, et c'est une amère consolation de le constater.

D'autant plus amère que le pire pouvait être évité. Quelle que soit l'auto-satisfaction dont font preuve nos dirigeants actuels ou passés, après une indépendance dont ils n'avaient pas voulu, il faut bien avouer qu'en huit ans beaucoup de temps a été perdu.

Il y avait deux solutions au problème algérien : et M. de la Palice les aurait énoncées : la première était de rester. On n'a pas su, et au bout de quelques années, la solution politique, après l'échec d'une solution militaire, s'imposait.

Cette solution politique c'était l'indépendance. Si elle avait été choisie clairement, il fallait alors savoir partir, c'était la deuxième solution.

Il fallait la préparer, éviter les arguties procédurières, les faux-fuyants hypocrites, les ultimatums démentis les promesses non tenues, et mettre en place avec les Intéressés, les structures d'un Etat algérien.

La France n'a pas compris, n'a pas su, et, la lassitude venant, a bâclé son dégageant. Le résultat est tel que nous le redoutions.

La Grande-Bretagne a su quitter les Indes, le Ghana, la Nigeria, la Birmanie, drapeaux au vent et clairons sonnants.

On se demande quels peuvent être les sentiments des soldats français qui restent de l'autre côté de la Méditerranée, menacés d'enlèvement, spectateurs impuissants de l'exode de leurs compatriotes, inutiles et amers.

Ou plutôt on ne se le demande plus, car malgré le soulagement qu'entraîne la fin de cette guerre vraiment « absurde et inutile », comme disait M. Guy Mollet avant d'être président du Conseil, ces sentiments sont éprouvés par la grande majorité des Français.

